

IL.

Conseil d'Etat	Raad van State
LEGISLATION	WETGEVING
28 DEC 1956	
Gouverneur asst de H. <i>coördinator (i)</i>	

L. 5528/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 6 décembre 1956, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "déterminant les conditions d'octroi et l'étendue des droits des personnes lésées à l'égard du fonds commun de garantie prévu par la loi du 1er juillet 1956 sur l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre le 19 décembre 1956, a donné le 20 décembre 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e december 1956 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de toekenningsvoorwaarden en van de omvang der rechten van de benadeelden tegenover het gemeenschappelijk waarborgfonds, bedoeld bij de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen", zoals het door de Minister op 19 december 1956 gewijzigd werd, heeft de 20e december 1956 het volgend advies gegeven :

Aux termes de l'article 16 de la loi du 1er juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, "les personnes lésées par l'usage d'un véhicule automoteur, lorsque le véhicule n'est pas identifié ou lorsque la responsabilité civile à laquelle il donne lieu n'est pas couverte par une assurance conforme aux dispositions de la présente loi, peuvent faire valoir à l'égard du fonds commun visé au § 1er de l'article précédent, pour la réparation de leurs dommages corporels, un droit à indemnisation dont les conditions d'octroi et l'étendue sont déterminées par le Roi".

Le projet d'arrêté royal soumis au Conseil d'Etat a pour but d'exécuter cette disposition en déterminant les conditions d'octroi et l'étendue du droit à indemnisation que les personnes lésées peuvent faire valoir à l'égard du fonds commun de garantie.

Ce fonds commun est destiné à indemniser les victimes d'un accident qui seraient privées de recours contre un assureur, soit parce que le véhicule n'est pas identifié, soit parce qu'il n'est pas assuré.

Le législateur n'a cependant pas voulu déroger au droit commun de la responsabilité, même dans le cas d'un véhicule non identifié. Rien dans les travaux préparatoires de la loi ne permet, en effet, d'affirmer que le législateur aurait voulu établir un régime de responsabilité différent suivant que l'auteur du dommage n'est pas assuré ou suivant qu'il n'est pas identifié.

.../...

"Les problèmes de la responsabilité continueront à être résolus comme dans le passé, d'après les règles classiques", déclara à la Chambre le 15 mai 1956 Monsieur NOSSENT, rapporteur de la commission, "A cet égard, ajouta le rapporteur, "je voudrais dissiper une erreur que l'on commet dans un certain nombre de milieux qui ne sont pas tout à fait spécialisés avec les notions juridiques".

D'aucuns croient qu'une fois notre projet entré en vigueur, toute personne victime d'un accident dans lequel le conducteur d'une automobile ... est impliqué sera automatiquement indemnisée ou couverte d'après les principes de la loi.

Cela n'est évidemment pas exact. Cela ne sera exact que dans la mesure où c'est le conducteur du véhicule qui portera la responsabilité de l'accident..."

L'article 1er du projet dispose :

"Le fonds commun de garantie est tenu de réparer, en tant que subrogé aux obligations de l'auteur responsable, les dommages résultant de lésions corporelles et causés en Belgique par les véhicules automoteurs soumis à l'obligation d'assurance en vertu de la loi du 1er juillet 1956 lorsque le véhicule en cause ne fait pas l'objet d'une assurance conforme aux dispositions de la dite loi ou que l'on s'en est emparé par vol ou violence.

Le fonds commun de garantie intervient dans les mêmes conditions lorsqu'il est établi que l'accident a été causé par un véhicule automoteur non identifié".

.../...

Cette disposition rappelle l'article 16 de la loi, tout en y apportant certaines précisions.

Dans les intentions du Gouvernement, les mots "en tant que subrogé aux obligations de l'auteur responsable" ont pour but de rappeler les principes de droit commun de la responsabilité que la loi a entendu respecter, comme il a été dit plus haut.

Ce n'est donc que si l'auteur du dommage est responsable et dans la mesure de cette responsabilité, conformément aux articles 1382 et suivants du Code civil, que le fonds commun devra intervenir pour réparer le préjudice prévu par la loi. Il ne devra, par contre, pas intervenir si l'auteur du dommage est exempt de toute faute, car on n'a pas voulu donner à la victime, contre le fonds commun, plus de droits qu'elle n'en aurait contre l'auteur de l'accident ou son assureur.

Pour mieux traduire les intentions du Gouvernement, le texte de l'article 1er, alinéa 1er, du projet gagnerait à être rédigé comme suit :

"Le fonds commun de garantie est substitué aux obligations de l'auteur responsable pour la réparation des dommages résultant de lésions corporelles..."(le surplus comme au projet).

L'article 1er utilise l'expression "les dommages résultant de lésions corporelles", alors que l'article 16 de la loi emploie les mots "pour la réparation de leurs dommages corporels". En adoptant cette terminologie, le Gouvernement entend préciser que les dommages à réparer comprennent le dommage moral subi par la victime ou par ses ayants droit.

.../...

Cette précision ne soulève pas d'objection, car elle est conforme à la volonté du législateur. Au cours des travaux préparatoires, en effet, on a toujours opposé les mots "dommages corporels" aux mots "dommages ou dégâts matériels", incluant ainsi dans l'expression "dommages corporels", le dommage moral résultant de lésions corporelles.

Cette interprétation trouve, en outre, un appui dans le commentaire que la "Commission Benelux" a fait de la notion de "personne lésée", définie par l'article 1er de la loi du 1er juillet 1956: "Elle (la notion de "personne lésée") s'entend de toutes personnes qui ont subi un dommage donnant lieu à l'application de la loi, quelle que soit la nature de ce dommage, dommage à la personne ou dommage matériel; elle comprend non seulement la personne directement lésée par l'accident, mais toutes celles qui, en vertu de la loi applicable, peuvent invoquer un droit, soit de leur propre chef, soit du chef de la victime" (Rapport fait au nom de la Commission de la justice par M. NOSSENT, doc.parl., Ch., n° 379, p. 5, session 1953-1954).

+

+ +

L'article 6 du projet dispose :

"Le fonds de garantie n'est pas tenu envers les personnes lésées :

- a) si elles s'abstiennent volontairement de fournir les renseignements utiles au fonds commun de garantie, alors qu'il est acquis que ces renseignements étaient en leur possession;
- b) si, sans motif valable, elles ont laissé prescrire leur action contre l'auteur responsable, y ont renoncé ou s'abstiennent d'agir contre lui lorsqu'elles en sont requises par le fonds commun de garantie".

En ce qui concerne le a ci-dessus, les intentions du Gouvernement seraient mieux traduites par le texte suivant : "si elles s'abstiennent volontairement de fournir les renseignements utiles demandés par le fonds commun de garantie, alors qu'il ...".

En ce qui concerne le b, il se conçoit que le fonds commun soit dégagé de toute obligation lorsque la victime laisse prescrire son action contre l'auteur responsable ou y renonce, mais il serait contraire à l'économie de la loi que la victime soit tenue d'agir contre l'auteur de l'accident provoqué par un véhicule automoteur avant de bénéficier de l'intervention du fonds commun.

Il résulte des explications fournies par le délégué du Gouvernement que le texte vise spécialement le cas où il pourrait y avoir plusieurs auteurs responsables dont certains se trouveraient en dehors du champ d'application de la loi. Tel serait le cas d'un accident dans lequel le conducteur d'un véhicule hippomobile serait impliqué.

Il vaudrait mieux, dès lors, rédiger le texte du b comme suit :

" b) si, sans motif valable, elles ont laissé prescrire leur action contre un des auteurs responsables, y ont renoncé ou s'abstiennent d'agir contre lui lorsqu'elles en sont valablement requises par le fonds commun de garantie".

+

+ +

Aux termes de l'article 7 du projet, "les dispositions des articles 9 et 10 de la loi du 1er juillet 1956 sont applicables, par analogie, au fonds commun de garantie dans ses rapports avec l'auteur responsable et les personnes lésées".

.../...

Il est tout d'abord de mauvaise technique législative de rendre des dispositions légales applicables par analogie, alors que l'on ne détermine même pas de quelle manière le texte légal devra être modifié pour s'adapter exactement au cas du fonds commun!

Il résulte des explications données par le délégué du Gouvernement que les dispositions de l'article 9 de la loi qui seraient applicables au fonds commun devraient être reproduites comme suit :

"Le jugement rendu sur une contestation née d'un préjudice causé par un véhicule automoteur n'est opposable au fonds commun de garantie, à l'auteur responsable ou à la personne lésée, que s'ils ont été présents ou appelés à l'instance."

Le fonds commun peut mettre l'auteur responsable en cause dans le procès qui lui est intenté par la personne lésée.

Lorsque l'action civile en réparation du dommage causé par un véhicule automoteur est intentée contre l'auteur responsable devant la juridiction répressive, le fonds commun peut être mis en cause par la partie lésée et peut intervenir volontairement dans les mêmes conditions que si l'action était portée devant la juridiction civile.

Le ministère des avoués est facultatif".

Une question plus importante se pose à propos de l'article 9 de la loi, celle de savoir si le Roi tient de l'article 16 de la loi le pouvoir de rendre applicables au fonds commun, "dans ses rapports avec l'auteur responsable et les personnes lésées", les dispositions de l'article 9 précité.

L'article 16 confie au Roi le soin de déterminer les conditions d'octroi et l'étendue du droit à indemnisation que peuvent faire valoir certaines personnes lésées à l'égard du fonds commun de garantie. Dans ces limites et dans ces limites seulement, le Roi peut régler les rapports du fonds commun avec les personnes lésées. Dans la mesure où les dispositions de l'article 9 ne rentreraient pas dans ces limites, leur application au fonds commun excéderait les pouvoirs du Roi.

En l'espèce, le Roi tranche des questions de procédure et de compétence en rendant applicables par analogie au fonds commun, dans ses rapports avec les personnes lésées, les principes consacrés par l'article 9 de la loi. Il n'apparaît pas que le Roi détermine ainsi les conditions d'octroi et l'étendue du droit à indemnisation de la victime.

.../...

Quant aux rapports du fonds commun avec l'auteur responsable, on ne voit pas comment le Roi trouverait dans l'article 16 de la loi le pouvoir de les régler, en rendant applicables par analogie au fonds commun les dispositions du même article 9. Les rapports du fonds commun avec l'auteur responsable sont étrangers, en effet, à la détermination des conditions d'octroi et de l'étendue du droit à indemnisation des personnes lésées.

Pour justifier l'article 7 du projet, le Gouvernement s'appuie en réalité sur une interprétation de l'article 9 de la loi, donnée par la Commission du Sénat, après que le projet eut déjà été voté par la Chambre : "La Commission estime que la notion d'assureur au sens de l'article 9 doit être comprise de manière générale et que le fonds de garantie, qui doit indemniser une personne lésée par un automobiliste non assuré, pourra intervenir ou être mis en cause devant la juridiction répressive" (Doc. parl. Sénat, n° 276, p. 4, session 1955-1956).

Il est à remarquer que l'article 1er de la loi du 1er juillet 1956 donne une définition de l'assureur et que cette définition ne vise pas le fonds commun de garantie.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas nécessaire de se prononcer sur le point de savoir si l'interprétation de la Commission du Sénat peut être considérée ou non comme inscrite dans la loi. Le pouvoir judiciaire a compétence pour interpréter la loi en l'appliquant.

Si, pour justifier l'article 7 du projet, on se fonde non pas sur les pouvoirs conférés au Roi par l'article 16 de la loi, mais sur l'interprétation à donner à l'article 9 de la loi, l'article 7 du projet serait inutile dans la mesure où il ne ferait que traduire ce qui est réellement dans la loi; cet article 7 serait,

par contre, illégal dans la mesure où il interpréterait l'article 9 de la loi dans un sens que cette disposition n'aurait pas.

En ce qui concerne l'application par analogie au fonds commun de l'article 10 de la loi, qui règle la prescription de l'action de la personne lésée contre l'assureur ainsi que l'interruption de cette prescription, il s'agit là sans doute de rapports entre le fonds commun et la personne lésée, mais il n'appartient pas au Roi, compétent seulement pour déterminer les conditions d'octroi et l'étendue du droit à indemnisation de la victime, de modifier le droit commun de la prescription dans les rapports du fonds commun avec la personne lésée.

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de fixer simplement un délai de trois ans, dans lequel, à peine de forclusion, le fonds commun devrait être mis en demeure de remplir ses obligations, l'article 5, alinéa 2, du projet devrait être modifié de façon à prévoir cette situation.

La rédaction suivante est proposée pour cet alinéa :

"Sous peine de forclusion, les personnes lésées doivent, dans le délai d'un an, à dater de l'accident, déclarer celui-ci au fonds commun de garantie et, dans le délai de trois ans, mettre celui-ci en demeure de remplir ses obligations".

Aux termes de l'article 8 du projet, "les personnes lésées sont tenues de subroger le fonds commun de garantie dans leurs droits et actions contre l'auteur responsable".

Cette disposition ne fait qu'appliquer la subrogation conventionnelle prévue par l'article 1250, 1°, du Code civil. La subrogation devra donc être expresse et faite en même temps que le paiement. Il va de soi, par ailleurs, que la subrogation n'interviendra que dans la mesure de ce qui aura été payé.

Le texte pourrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Les personnes lésées sont tenues de subroger le fonds commun de garantie, lors du paiement et dans la mesure de celui-ci, dans leurs droits et actions contre l'auteur responsable".

+

+ +

Aux termes de l'article 9 du projet "les dispositions du présent arrêté sont applicables aux sinistres survenant à partir du jour de l'entrée en vigueur de la loi du 1er juillet 1956".

.../...

Aux termes de l'article 26 de cette loi, "les dispositions de la présente loi entreront en vigueur aux dates fixées par le Roi. Il peut fixer une date particulière en ce qui concerne certaines catégories de véhicules qu'il détermine".

D'après les explications fournies au Conseil d'Etat, la loi du 1er juillet 1956 entrera en vigueur le 1er janvier 1957, à l'exclusion des articles 13, 17 et 18, § 2, alinéa 1er, et § 5. Toutefois, en ce qui concerne les bicyclettes pourvues d'un moteur auxiliaire d'une cylindrée n'excédant pas 50 cm³ et dénommées cyclomoteurs à l'article 2 de l'arrêté royal du 8 avril 1954 portant règlement général sur la police de la circulation routière, l'entrée en vigueur de la loi sera fixée au 1er janvier 1958.

L'article 9 du projet devrait, dès lors, être complété par un deuxième alinéa rédigé comme suit :

"Toutefois, pour les sinistres causés par des bicyclettes pourvues d'un moteur auxiliaire d'une cylindrée n'excédant pas 50 cm³ et dénommées cyclomoteurs à l'article 2 de l'arrêté royal du 8 avril 1954 portant règlement général sur la police de la circulation routière, le présent arrêté ne s'appliquera qu'aux sinistres survenant à partir du 1er janvier 1958".

+

+ +

.../...

Le Conseil d'Etat n'a pas été à même de formuler des observations plus complètes quant à la forme de l'arrêté, eu égard au bref délai qui lui a été accordé pour donner son avis.

Volgens artikel 16 van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen kunnen "de personen, benadeeld door het gebruik van dit rijtuig, wanneer het motorrijtuig niet geïdentificeerd is of de burgerrechtelijke aansprakelijkheid met betrekking tot het rijtuig niet gedekt is door een verzekering overeenkomstig de bepalingen van deze wet, tegenover het in § 1 van het vorige artikel bedoeld gemeenschappelijk waarborgfonds, voor de vergoeding van hun lichamelijke schade, een recht op schadeloosstelling doen gelden, waarvan de Koning de toekenningsvoorwaarden en de omvang bepaalt".

Het ontwerp van koninklijk besluit dat aan de Raad van State is voorgelegd, strekt ertoe deze bepaling uit te voeren door de toekenningsvoorwaarden en de omvang van de rechten welke de benadeelden tegenover het gemeenschappelijk waarborgfonds kunnen doen gelden, te bepalen.

Dit gemeenschappelijk fonds dient tot het vergoeden van slachtoffers van een ongeval, die zich niet op een verzekeraar kunnen verhalen, omdat het rijtuig ofwel niet geïdentificeerd, ofwel niet verzekerd is.

De wetgever heeft echter niet van het gemeen recht inzake aansprakelijkheid willen afwijken, zelfs niet in het geval van een niet geïdentificeerd rijtuig.

.../...

In de parlementaire voorbereiding wettigt immers niets de bewering, dat de wetgever een verschillende aansprakelijkheidsregeling zou hebben willen invoeren naargelang hij die de schade heeft veroorzaakt niet verzekerd dan wel niet geïdentificeerd is.

"De vraagstukken van aansprakelijkheid zullen, zoals in het verleden, verder worden opgelost volgens de klassieke regelen", verklaarde de heer NOSSENT, verslaggever van de commissie, op 15 mei 1956 in de kamer. "In dit verband wil ik", aldus verder de verslaggever "een vergissing uit de weg ruimen, die in sommige, niet geheel met rechtsvraagstukken vertrouwde kringen wordt begaan.

Sommigen denken dat, als het ontwerp eenmaal in werking is getreden, alwie slachtoffer is van een ongeval waarbij de autobestuurder ... betrokken is volgens de beginselen van de wet, automatisch schadeloos zal worden gesteld of gedekt zal zijn.

Dit is natuurlijk onjuist. Juist is het alleen voor zover de bestuurder van het rijtuig voor het ongeval aansprakelijk is ...".

Artikel 1 van het ontwerp luidt als volgt :

"Het gemeenschappelijk waarborgfonds, voor zover dit voor de verplichtingen van de aansprakelijke dader moet instaan, is gehouden tot vergoeding van de schade voortvloeiende uit lichamelijke letsels in België veroorzaakt door motorrijtuigen die krachtens de wet van 1 juli 1956 moeten verzekerd zijn, wanneer het betrokken rijtuig niet verzekerd is overeenkomstig de bepalingen van die wet of wanneer iemand zich door diefstal of geweldpleging van het rijtuig heeft meester gemaakt.

Het gemeenschappelijk waarborgfonds is onder dezelfde voorwaarden tot vergoeding gehouden, wanneer is komen vast te staan dat het ongeval veroorzaakt is door een niet geïdentificeerd motorrijtuig".

Deze bepaling herinnert aan artikel 16 van de wet, maar geeft enkele nadere bijzonderheden.

Volgens de bedoeling van de Regering hebben de woorden "voor zover dit van de verplichtingen voor de aansprakelijke dader moet instaan" tot doel te herinneren aan de beginselen van het gemeen recht betreffende de aansprakelijkheid welke de wet, zoals gezegd, in acht heeft willen nemen.

Alleen dus indien hij die de schade veroorzaakt aansprakelijk is, en in de mate waarin hij het is overeenkomstig de artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, zal het gemeenschappelijk fonds in de herstelling van de door de wet bedoelde schade moeten bijdragen. Het zal daarentegen niet hoeven bij te dragen wanneer hem die de schade heeft veroorzaakt geen schuld treft, want aan het slachtoffer heeft men tegenover het gemeenschappelijk fonds niet meer rechten willen geven dan het tegenover de dader van het ongeval of diens verzekeraar zou hebben.

Artikel 1, eerste lid, van het ontwerp, zou de bedoeling van de Regering beter weergeven in de volgende lezing :

.../...

"Het gemeenschappelijk waarborgfonds wordt in de plaats van de verplichtingen van de aansprakelijke dader gesteld voor de vergoeding van de schade voortvloeiend uit lichamelijk letsel ... (verder zoals in het ontwerp)".

Artikel 1 gebruikt de uitdrukking "schade voortvloeiende uit lichamelijke letsels", terwijl de wet in artikel 16 spreekt van "voor de vergoeding van hun lichamelijke schade". Met deze terminologie wil de Regering verduidelijken, dat de te herstellen schade de morele schade omvat welke het slachtoffer of zijn rechtverkrijgenden hebben geleden.

Tegen deze verduidelijking is geen bezwaar, want ze strookt met de wil van de wetgever. Tijdens de parlementaire voorbereiding werden de woorden "lichamelijke schade" immers altijd gebruikt als tegenstelling tot de woorden "materieel nadeel of letsel", met de bedoeling, tot "lichamelijke schade" ook de uit lichamelijk letsel voortvloeiende morele schade te rekenen.

Deze interpretatie wordt bovendien nog gestaafd door de commentaar welke de "Beneluxcommissie" over het in artikel 1 van de wet van 1 juli 1956 omschreven begrip "benadeelde" heeft gegeven : "Daaronder (benadeelde) wordt verstaan eenieder, die schade heeft geleden welke grond oplevert voor toepassing van de wet van welke aard die schade ook is, zij het schade aan personen, zij het schade aan goederen; daaronder wordt niet alleen verstaan de persoon, die rechtstreeks letsel heeft opgelopen bij het ongeval, doch ieder die krachtens de toepasselijke wet beroep kan doen op een recht, hetzij uit eigen hoofde, hetzij uit hoofde van zijn betrekking tot het slachtoffer" (Verslag namens de commissie van Justitie

door de heer NOSSENT uitgebracht, doc. Kamer, nr 379, bl.5, zitting 1953-1954).

+

+ +

Artikel 6 van het ontwerp bepaalt :

"Het gemeenschappelijk waarborgfonds is tegenover de benadeelden niet tot vergoeding gehouden :

- a) indien zij zich vrijwillig ervan onthouden de voor het gemeenschappelijk waarborgfonds dienstige inlichtingen te verstrekken, terwijl het vaststaat dat die inlichtingen in hun bezit waren ;
- b) indien zij zonder geldige reden hun vordering tegen de aansprakelijke dader hebben laten verjaren, daarvan afstand hebben gedaan of nalaten tegen hem een vordering in te stellen wanneer het gemeenschappelijk waarborgfonds hen daarom verzoekt".

De tekst onder a zou de bedoeling van de Regering beter weergeven als volgt : "Indien zij er zich vrijwillig van onthouden de door het gemeenschappelijk waarborgfonds gevraagde dienstige inlichtingen te verschaffen, terwijl vaststaat dat ...".

.../...

Wat b betreft, is het aannemelijk dat het gemeenschappelijk fonds geen verplichtingen heeft wanneer het slachtoffer zijn vordering tegen de aansprakelijke dader laat verjaren of er afstand van doet, maar het zou strijdig zijn met de economie van de wet het slachtoffer te verplichten een vordering tegen de dader van een door een motorrijtuig veroorzaakt ongeval in te stellen, alvorens hij voor een bijdrage vanwege het gemeenschappelijk fonds in aanmerking komt.

Uit de uitleg van de gemachtigde der Regering blijkt, dat de tekst met name doelt op het geval dat er verschillende aansprakelijke daders zouden zijn, onder wie sommigen buiten het toepassingsgebied van de wet zouden vallen, bijvoorbeeld wanneer bij het ongeval de bestuurder van een voertuig met paarden betrokken zou zijn.

De tekst onder b ware dus als volgt te lezen :

"b) indien zij zonder geldige reden hun vordering tegen een der aansprakelijke daders hebben laten verjaren, daarvan afstand gedaan hebben of er zich van onthouden een vordering tegen hem in te stellen, wanneer het maatschappelijk waarborgfonds hen hierom op geldige wijze verzoekt".

.../...

Luidens artikel 7 van het ontwerp "vinden de bepalingen van de artikelen 9 en 10 van de wet van 1 juli 1956 analogische toepassing op het gemeenschappelijk waarborgfonds in zijn betrekkingen met de aansprakelijke dader en de benadeelden".

Allereerst is het uit een oogpunt van wetgevingstechniek verkeerd wetsbepalingen analogisch toe te passen, wanneer men zelfs niet aangeeft hoe de wettekst moet worden gewijzigd om aan het geval van het gemeenschappelijk waarborgfonds nauwkeurig te worden aangepast.

Volgens hetgeen de gemachtigde van de Regering verklaarde, zouden de voorschriften van artikel 9 van de wet, die op het gemeenschappelijk waarborgfonds toepassing vinden, als volgt moeten worden gelezen :

"Een vonnis gewezen in een geschil ter zake van door een motorrijtuig veroorzaakte schade, kan aan het gemeenschappelijk waarborgfonds, aan de aansprakelijke dader of aan de benadeelde slechts worden tegengeworpen, indien zij in het geding partij zijn geweest dan wel daarin zijn geroepen.

Het gemeenschappelijk waarborgfonds kan de aansprakelijke dader in het geding roepen dat door de benadeelde tegen hem wordt ingesteld.

Wanneer de burgerlijke vordering tot herstelling van de door een motorrijtuig veroorzaakte schade tegen de aansprakelijke dader wordt ingesteld voor het strafrecht, kan het gemeenschappelijk waarborgfonds door de benadeelde partij in de zaak worden betrokken en kan het ook vrijwillig tussenkomen onder dezelfde voorwaarden als zou

de vordering voor het burgerlijk gerecht gebracht zijn.

De ambtelijke tussenkomst van pleitbezorgers is niet verplicht".

Een belangrijkere vraag aangaande artikel 9 van de wet is, of de Koning aan artikel 16 van de wet de bevoegdheid ontleent om de voorzieningen van genoemd artikel 9 toepasselijk te verklaren op het gemeenschappelijk waarborgfonds "in zijn betrekkingen met de aansprakelijke dader en de benadeelden".

Artikel 16 draagt de Koning de zorg op de toekenningsvoorwaarden en de omvang van het recht op schadeloosstelling te bepalen, welke sommige benadeelden ten opzichte van het gemeenschappelijk waarborgfonds kunnen doen gelden. Binnen deze grenzen en binnen deze grenzen alleen, kan de Koning de betrekkingen tussen het gemeenschappelijk waarborgfonds en de benadeelden regelen. In zoverre de voorzieningen van artikel 9 buiten die grenzen zouden vallen, zou de toepassing ervan op het gemeenschappelijk waarborgfonds 's Konings bevoegdheid te buiten gaan.

In dit geval beslecht de Koning vraagstukken van procedure en bevoegdheid, wanneer hij de in artikel 9 van de wet neergelegde voorzieningen analogisch toepasselijk verklaart op het gemeenschappelijk fonds in zijn betrekkingen met de benadeelden. De toekenningsvoorwaarden en de omvang van het recht op schadeloosstelling van het slachtoffer blijkt de Koning zodoende niet te hebben bepaald.

Wat de betrekkingen tussen het gemeenschappelijk waarborgfonds en de aansprakelijke dader betreft, is het niet duidelijk hoe de Koning op grond van artikel 16 van de wet bevoegd zou zijn, ze te regelen door de voorzieningen

van hetzelfde artikel 9 analogisch op het gemeenschappelijk fonds toe te passen. De betrekkingen tussen het gemeenschappelijk fonds en de aansprakelijke dader hebben immers niets te maken met het vaststellen van de toekenningsvoorwaarden en van de omvang van het recht op schadeloosstelling der benadeelden.

Ter verantwoording van artikel 7 van het ontwerp steunt de Regering in feite op een interpretatie van artikel 9 van de wet in de Senaatscommissie gegeven, nadat het ontwerp reeds door de Kamer was goedgekeurd : "De commissie is van oordeel dat het begrip verzekeraar in de zin van artikel 9, in zijn algemene betekenis moet worden verstaan en dat het waarborgfonds, dat een door een niet verzekerd automobilist benadeelde schadeloos dient te stellen, voor het strafgerecht zal kunnen tussenkomen of in de zaak worden betrokken" (Parl. doc. Senaat, nr 276, blz. 4, zitting 1955-1956).

Opgemerkt moge worden, dat artikel 1 van de wet van 1 juli 1956 het begrip van de verzekeraar omschrijft zonder van het gemeenschappelijk waarborgfonds te spreken.

Hoe dan ook, het is hier niet de plaats om zich uit te spreken over de vraag, of de interpretatie van de Senaatscommissie al dan niet mag worden geacht in de wet te zijn neergelegd. De rechterlijke macht is bevoegd, de wet bij de toepassing ervan te interpreteren.

Indien men zich ter verantwoording van artikel 7 van het ontwerp niet op de door artikel 16 van de wet aan de Koning opgedragen bevoegdheid beroept, maar wel op de interpretatie die artikel 9 van de wet zou moeten krijgen, is artikel 7 van het ontwerp overbodig, in zover

het alleen uitdrukt wat werkelijk in de wet staat; daarentegen is het onwettig in zoverre het artikel 9 van de wet interpreteert in een zin welke deze bepaling niet bevat.

Wat betreft de analogische toepassing van artikel 10 van de wet op het gemeenschappelijk waarborgfonds, welk artikel de verjaring van de rechtsvordering van de benadeelde tegen de verzekeraar en de stuiting van deze verjaring regelt, hier gaat het ongetwijfeld om betrekkingen tussen het gemeenschappelijk fonds en de benadeelde, maar aan de Koning, alleen bevoegd tot het vaststellen van de toekenningsvoorwaarden en de omvang van het recht op schadeloosstelling van het slachtoffer, komt het niet toe het gemeen recht inzake verjaring te wijzigen ten aanzien van de betrekkingen tussen het gemeenschappelijk fonds en de benadeelde.

Aangezien de bedoeling van de Regering is, gewoon een termijn van drie jaar te stellen, waarin het gemeenschappelijk waarborgfonds op straffe van verval van recht in gebreke moet worden gesteld om zijn verplichtingen na te komen, dient artikel 5, tweede lid, van het ontwerp zo te worden gewijzigd dat het deze toestand voorziet.

Voor het tweede lid wordt de volgende lezing voorgesteld :

"Op straffe van verval van recht moeten de benadeelden binnen de termijn van één jaar te rekenen van de dag van het ongeval, dit ongeval aan het gemeenschappelijk waarborgfonds aangeven en binnen drie jaar dit fonds in gebreke stellen om zijn verplichtingen na te komen".

+

+

+

.../...

Luidens artikel 8 van het ontwerp "zijn de benadeelden gehouden het gemeenschappelijk waarborgfonds in hun rechten en vorderingen tegen de aansprakelijke dader te stellen".

Dit voorschrift doet niets anders dan de indeplaatsstelling uit kracht van de overeenkomst als bedoeld in artikel 1250, 1°, van het Burgerlijk Wetboek in toepassing brengen. De indeplaatsstelling moet dus uitdrukkelijk zijn en gelijktijdig met de betaling geschieden. Het ligt overigens voor de hand, dat de indeplaatsstelling slechts in de mate van het uitbetaalde zal gelden.

De tekst kan dus als volgt worden gelezen :

"De benadeelden zijn gehouden bij de betaling en in de mate van deze betaling het gemeenschappelijk waarborgfonds in hun rechten en verplichtingen tegen de aansprakelijke dader te doen treden".

+

+ +

Luidens artikel 9 van het ontwerp "zijn de bepalingen van dit besluit van toepassing op de ongevallen die zich voordoen te rekenen van de dag waarop de wet van 1 juli 1956 in werking treedt".

Luidens artikel 26 van deze wet "treden de bepalingen van deze wet in werking op de door de Koning te bepalen tijdstippen. Hij kan een bijzonder tijdstip bepalen wat betreft sommige door hem aan te wijzen categorieën van rijtuigen".

.../...

Naar aan de Raad van State is verklaard, zal de wet van 1 juli 1956 op 1 januari 1957 in werking treden, met uitzondering van de artikelen 13, 17 en 18, § 2, eerste lid, en § 5. Wat betreft de rijwielen met een hulpmotor waarvan de cilinderinhoud ten hoogste 50 cm³ bedraagt, in artikel 2 van het koninklijk besluit van 8 april 1954 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer rijwielen met hulpmotor genoemd, zal de inwerkingtreding van de wet op 1 januari 1958 worden vastgesteld.

Artikel 9 van het ontwerp moet dus met een als volgt te lezen tweede lid worden aangevuld :

"Ten aanzien van schadegevallen veroorzaakt door rijwielen met een hulpmotor waarvan de cilinderinhoud ten hoogste 50 cm³ bedraagt, in artikel 2 van het koninklijk besluit van 8 april 1954 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer rijwielen met hulpmotor genoemd, vindt het tegenwoordige besluit eerst toepassing op ongevallen die zich van 1 januari 1958 af voordoen".

+

+

+

De korte termijn waarin hij advies moest uitbrengen, heeft de Raad van State geen gelegenheid gelaten uitvoeriger opmerkingen in verband met de vorm van het besluit te maken.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président
de Heren :	raadsheer van State,	voorzitter
G. HOLOYE,	conseillers d'Etat,	
G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
L. FREDERICQ,	assesseurs de la	
J. LIMPENS,	section de législation,	
	bijzitters van de	
	afdeling wetgeving,	
J. CYPRES,	greffier adjoint,	greffier.
	adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE. Le rapport a été présenté par M. E. JOACHIM, auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H. E. JOACHIM, auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. CYPRES.

(s) F. LEPAGE.